

# 17<sup>e</sup> Réunion du Comité exécutif

## Compte-rendu

Washington D.C., États-Unis

23 octobre 2007

---

Foro Interparlamentario de las Américas  
Fórum Interparlamentar das Américas



Forum interparlementaire des Amériques  
Inter-Parliamentary Forum of the Americas

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1. INTRODUCTION.....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>2. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR .....</b>  | <b>3</b>  |
| <b>3. QUESTIONS ADMINISTRATIVES .....</b>   | <b>4</b>  |
| 3.1 Présentation de la version préliminaire du rapport financier annuel du FIPA et mise à jour concernant l'encaissement des cotisations des membres .....  | 4         |
| 3.2 Présentation de la version préliminaire du budget annuel du FIPA, suivi des délibérations avec l'ACDI pour le renouvellement du financement du Secrétariat et stratégies de financement .....     | 4         |
| <b>4. DEMANDE POUR OBTENIR LE STATUT D'OBSERVATEUR.....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>5. PRÉPARATIFS DE LA SIXIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE .....</b>  | <b>5</b>  |
| 5.1 Lieu et date.....   | 5         |
| 5.2 Présentation du programme préliminaire et de l'ordre du jour .....  | 6         |
| 5.3 Groupe de travail 1: migration et droits de la personne .....   | 6         |
| 5.4 Groupe de travail 2: énergie pour le développement durable .....  | 6         |
| 5.5 Groupe de travail 3: commerce, droits de propriété intellectuelle et politique de concurrence .....   | 7         |
| <b>6. PRÉPARATION DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL CONJOINT FIPA - COPA .....</b>  | <b>7</b>  |
| 6.1 Nomination des représentants du FIPA pour participer au groupe de travail conjoint FIPA-COPA.....   | 7         |
| 6.2 Débat sur les formes d'intégration possibles et la nature, la formation et les objectifs d'une future organisation parlementaire intégrée.....  | 7         |
| <b>7. LE FIPA ET SES RELATIONS AVEC L'OEA.....</b>  | <b>8</b>  |
| 7.1 Réunion entre les représentants du FIPA et le Secrétaire général de l'OEA.....  | 8         |
| 7.2 Rapport sur la mission d'observation du FIPA lors de la 37 <sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA   | 9         |
| 7.3 Participation du FIPA aux prochains événements interaméricains et aux préparatifs du Cinquième Sommet des Amériques.....  | 10        |
| <b>8. CONSOLIDATION DE L'ADHÉSION AU FIPA .....</b>   | <b>11</b> |
| 8.1 Réunion avec le Sous-comité de l'hémisphère occidental du Comité de relations extérieures de la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique .....   | 11        |
| 8.2 Analyse et débat relatif à la participation des parlements des Amériques au FIPA entre 2001 et 2006 et aux progrès réalisés dans l'adhésion officielle et la création de chapitres nationaux..... | 12        |
| <b>9. MISE EN OEUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL DU FIPA .....</b>  | <b>12</b> |
| 9.1 Plan de travail du Groupe des femmes parlementaires des Amériques .....   | 12        |
| 9.2 Présentation du blogue du FIPA .....  | 13        |
| 9.3 Réseau parlementaire d'apprentissage.....   | 13        |
| 9.4 Mise à jour sur les progrès réalisés par les parlementaires dans le suivi des recommandations de la Cinquième Assemblée plénière .....  | 13        |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>10. AUTRES QUESTIONS .....</b>   | <b>13</b> |
| 10.1 Débat relatif à la situation en Équateur et à la demande présentée par le congrès équatorien ..... | 13        |
| <b>11. CLÔTURE.....</b>   | <b>14</b> |
| <b>12. ANNEXES.....</b>   | <b>15</b> |
| 12.1 Annexe A: liste des participants .....   | 15        |
| 12.2 Annexe B: Rapport des activités du 24 octobre 2007 .....   | 16        |
| 12.2.1 Présentation effectuée par le président du FIPA devant le Conseil permanent de l'OEA .....       | 16        |
| 12.2.2 Réunion avec la Secrétaire exécutive de la Commission interaméricaine des femmes .....           | 17        |
| 12.2.3 Réunion avec la représentante Lois Capps .....   | 17        |
| 12.2.4 Réunion avec le représentant Phil English .....  | 18        |
| 12.3 Annexe C: Discours du Président du FIPA devant le Conseil permanent de l'OEA ...                   | 19        |

## 1. Introduction

La 17<sup>e</sup> Réunion du Comité exécutif du FIPA s'est tenue à Washington D.C. le 23 octobre 2007, présidée par le député Luiz Carlos Haully. À cette occasion, quatre autres membres du Comité exécutif étaient présents: le sénateur Ricardo García Cervantes (Mexique, représentant de l'Amérique du Nord), le sénateur Brenda Hood (Grenade, représentante des Caraïbes), le député Iván Moreira Barros (Chili, représentant de l'Amérique du Sud) et le sénateur Cecilia López Montaña (Colombie, présidente du Groupe de femmes parlementaires des Amériques). Cette dernière représentait également le sénateur de Colombie et membre du Comité exécutif Nancy Patricia Gutiérrez. Deux membres du Comité exécutif ont participé à cette réunion via conférence téléphonique: le sénateur Céline Hervieux-Payette (ex-présidente, Canada) et le député James Bezan (représentant de l'Amérique du Nord, Canada). (*Pour voir la liste des participants, veuillez vous reporter à l'Annexe A*).

Les objectifs de la réunion étaient de déterminer la date, le lieu et la thématique de la Sixième Assemblée plénière du FIPA, de préparer la 1<sup>ère</sup> Réunion conjointe entre le FIPA et la Confédération parlementaire des Amériques (28 et 29 octobre 2007, Québec, Canada), de réaliser le suivi de la déclaration adoptée par le Comité exécutif lors de sa dernière réunion à Brasilia à propos de la consolidation des relations entre l'OEA et le FIPA, et d'analyser des stratégies pour consolider la présence du FIPA dans les parlements de la région. Cette rencontre visait aussi à effectuer le suivi de la mise en œuvre du plan de travail annuel en mettant particulièrement l'accent sur l'initiative de la présidente du Groupe des femmes de tenir, pendant le premier semestre de l'année 2008, un congrès d'hommes et de femmes parlementaires afin d'élaborer un programme législatif régional basé sur l'égalité entre les sexes.

Le programme d'activités des 23 et 24 octobre incluait également une réunion avec le Secrétaire général de l'OEA, une présentation du président du FIPA au Conseil permanent de l'OEA et des réunions avec différents membres de la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique, y compris le président du Sous-comité sur l'Hémisphère occidental, le représentant Eliot Engel.

L'organisation de cette visite à Washington a été possible grâce à la précieuse collaboration de la Mission permanente du Brésil auprès de l'OEA, du Comité des Affaires étrangères–Amérique du Nord– du Sénat du Mexique, de l'ambassade du Canada à Washington D.C., du Bureau des Conférences et réunions de l'OEA et du Centre d'information du Brésil de Washington.

## 2. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le président du FIPA, Luiz Carlos Haully, a cordialement souhaité la bienvenue aux participants et a remercié la Mission permanente du Brésil auprès de l'OEA d'avoir rendu possible l'utilisation de locaux de l'OEA. Il a confirmé que le quorum pour la réunion avait été atteint étant donné que les deux membres canadiens y participeraient via téléconférence et que la déléguée de Colombie avait envoyé une communication formelle dans laquelle elle annonçait qu'elle serait représentée par la présidente du Groupe des femmes, appartenant également au Sénat de Colombie.

Le président du FIPA a rappelé aux participants que la séance serait interrompue avant midi pour qu'ils puissent assister à la réunion avec le Secrétaire général de l'OEA et à la réunion avec le président et les membres du Sous-comité sur l'Hémisphère occidental de la Chambre des représentants des États Unis d'Amérique, et que la séance reprendrait après ces rencontres.

La version préliminaire de l'ordre du jour de la 17<sup>e</sup> Réunion du Comité exécutif a été présentée aux participants qui l'ont approuvée à l'unanimité.

Le président a révisé le rapport de la réunion antérieure du Comité exécutif du FIPA, tenue le 1<sup>er</sup> juin à Brasilia, Brésil. Le rapport a été approuvé sur une proposition du sénateur Cecilia López Montaña.

### 3. Questions administratives

#### *3.1 Présentation de la version préliminaire du rapport financier annuel du FIPA et mise à jour concernant l'encaissement des cotisations des membres*

Le président a donné la parole à la Secrétaire exécutive du FIPA, Emmanuelle Pelletier, pour qu'elle présente la version préliminaire du rapport financier annuel. La Secrétaire exécutive a indiqué que le Secrétariat du FIPA était parvenu à équilibrer son budget pour l'exercice financier 2006-2007 (clos le 30 septembre 2007) grâce à la contribution de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et aux cotisations annuelles des parlements membres. Elle a mis l'accent sur le fait qu'au cours de cette année financière un progrès significatif avait été réalisé dans l'encaissement des cotisations, ce qu'elle a attribué aux efforts réalisés notamment par les parlements représentés au Comité exécutif, tels que ceux de Colombie, République Dominicaine, Grenade et Trinité-et-Tobago.

Les membres du Comité exécutif ont exprimé leur inquiétude due au fait que, malgré les progrès réalisés, le niveau général de paiement des cotisations était encore relativement bas. Le président du FIPA a souligné qu'il était en train de travailler pour qu'une résolution soit approuvée par le Congrès brésilien, l'autorisant à verser au FIPA les cotisations annuelles.

Les membres du Comité étaient d'accord sur le fait que la visite à Washington serait importante pour consolider les relations entre le FIPA et le Congrès des États-Unis, afin de garantir la future participation américaine au FIPA.

La Secrétaire exécutive a annoncé que le rapport financier annuel du FIPA serait vérifié par *PriceWaterHouseCoopers*, selon la décision prise par les membres exécutifs de la société FIPA lors de sa dernière réunion, et que le rapport financier vérifié serait présenté aux membres du Conseil d'administration dès qu'il serait disponible.

#### *3.2 Présentation de la version préliminaire du budget annuel du FIPA, suivi des délibérations avec l'ACDI pour le renouvellement du financement du Secrétariat et stratégies de financement*

La Secrétaire exécutive a ensuite présenté la version préliminaire du budget annuel et elle a déclaré que ce budget serait soumis à la considération du Conseil d'administration de la société FIPA. La Secrétaire exécutive a indiqué que l'ACDI n'avait pas encore analysé la proposition qui lui avait été faite en juillet 2007 pour renouveler son soutien financier au FIPA, expliquant que, à la demande de l'ACDI, le FIPA devait au préalable faire l'objet d'une évaluation par un

consultant indépendant afin d'estimer autant la capacité de gestion de l'organisation que les résultats obtenus par l'organisation pendant la période 2005/2007.

Le président a indiqué que le fait de garantir un financement qui permette au Secrétariat de fonctionner était une de ses principales préoccupations, et que sa visite à Ottawa, en fin de semaine, lui permettrait de rencontrer des fonctionnaires de l'ACDI. La Secrétaire exécutive a annoncé aux participants que le Secrétariat enverrait aux parlements membres les factures correspondant aux cotisations de la période 2007-2008 et qu'une manière de soutenir le Secrétariat était de garantir le paiement ponctuel des cotisations par les parlements respectifs.

#### **4. Demande pour obtenir le statut d'observateur**

Ensuite, le député Haully a annoncé aux membres qu'il avait reçu une demande officielle de la part de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie pour obtenir le statut d'observateur auprès du FIPA, et ce afin de créer des « mécanismes effectifs d'interaction » avec des pays d'Amérique latine. Cette sollicitude a été présentée par le biais du président de la Commission pour les Affaires étrangères de la Douma d'État (Chambre basse du Parlement) et le président du Conseil de la Fédération (Chambre haute). Avant de rendre la parole, M. Haully a rappelé que l'article 4 du règlement du FIPA stipule que "Les législatures nationales des États ayant le statut d'observateur accrédité devant l'OEA seront considérées comme des observateurs permanents du FIPA. Les États observateurs pourront aussi être invités à l'Assemblée plénière du FIPA". Il a ensuite spécifié que la Fédération de Russie était un observateur permanent de l'OEA.

Les membres exécutifs se sont entendus sur le fait que l'Assemblée fédérale de Russie répondait aux conditions pour entrer dans la catégorie d'"observateur permanent" et que, par conséquent la demande devrait recevoir une réponse affirmative. Ils ont ajouté que cette requête était un signe de reconnaissance de l'importance du FIPA dans la région. Les membres du Comité exécutif ont ensuite débattu de la possibilité d'exiger le paiement d'une cotisation aux observateurs, et ils sont arrivés à la conclusion qu'il était préférable d'attendre avant d'appliquer cette mesure étant donné que cela devrait donner lieu à une modification du règlement. Dans ce sens, ils sont tombés d'accord sur le fait qu'il existait d'autres moyens par lesquels les observateurs, y compris le parlement russe, pourraient collaborer avec le FIPA par le biais de contributions en nature ou de dons spéciaux.

#### **5. Préparatifs de la Sixième Assemblée plénière**

##### *5.1 Lieu et date*

Le président du Comité exécutif a ensuite invité les membres à traiter le thème des préparatifs de la prochaine Assemblée plénière, dont le lieu et la date n'ont pas encore été établis. Il a parlé des contacts établis avec les parlements de la région pour la tenue de l'Assemblée plénière du FIPA, après avoir reçu l'annonce de la République Dominicaine indiquant qu'elle ne serait pas en mesure d'être le pays hôte de l'assemblée de cette année.

Le Mexique a rappelé au Comité que son Congrès serait l'hôte de l'Assemblée générale de la COPA en 2008, mais il a réitéré son offre de travailler en coopération avec un pays d'Amérique centrale afin d'organiser l'Assemblée plénière du FIPA. Le représentant canadien, qui participait via téléconférence, a indiqué qu'il soumettrait à la considération de la Section

canadienne du FIPA la possibilité d'accueillir l'Assemblée plénière 2008, étant donné que le Canada n'a pas été le siège annuel depuis l'inauguration du Forum en 2001.

Le Président du FIPA a signalé qu'il se chargerait du suivi de cette question avec les membres du Comité exécutif du Mexique et du Canada.

### *5.2 Présentation du programme préliminaire et de l'ordre du jour*

Le président a présenté une version préliminaire du programme de la Sixième Assemblée plénière en soulignant qu'il serait ensuite adapté pour refléter les contributions du pays hôte et des membres du Comité exécutif. Il a ensuite invité les participants à donner leur opinion sur la thématique de chacun des groupes de travail : migration et droit de la personne, énergie pour le développement durable et commerce, droits de propriété intellectuelle et concurrence.

### *5.3 Groupe de travail 1: migration et droits de la personne*

Le sénateur Ricardo García Cervantes avait préparé un programme préliminaire pour le premier groupe de travail et il a proposé plusieurs noms d'experts qui pourraient contribuer au débat du groupe. Il a été fait mention, par exemple, du président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, qui comme tous les participants le pensaient, pourrait contribuer de façon significative aux débats, à condition qu'il soit disponible à cette date.

Les membres du Comité exécutif ont remercié le délégué du Mexique pour sa présentation du programme préliminaire et ils ont proposé que la question des envois de fonds par les immigrants et des problèmes de criminalité croissants soient incluses dans le programme du groupe de travail. De même, les membres ont proposé que cette Assemblée plénière soit une occasion de réfléchir plus en profondeur au concept d'intégration, étant donné qu'il est non seulement lié au commerce, mais aussi à la migration dans ses différentes expressions, aux droits de la personne et aux politiques sociales, afin d'établir des liens entre les différents groupes de travail. Le sénateur García Cervantes, désigné coordinateur et président de ce groupe de travail, s'est engagé à préparer un programme qui tienne compte des questions qui sont d'une importance vitale pour les législateurs de la région, y compris les membres du Congrès des États-Unis d'Amérique et qui se centre sur la situation des immigrants comme un des groupes les plus vulnérables de la société.

### *5.4 Groupe de travail 2: énergie pour le développement durable*

Une copie de la déclaration adoptée par les gouvernements de la région lors de la 37<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA au Panama a été distribuée aux participants comme document de référence, pour servir de guide au Comité exécutif du FIPA dans la définition du programme de ce groupe de travail. Le président du FIPA a signalé que son pays pourrait être en condition d'offrir ses connaissances techniques à ce groupe de travail, étant donné son expérience dans le domaine des biocombustibles et l'intérêt existant dans celui de l'échange des crédits de carbone.

Le président du FIPA a invité les membres du Comité exécutif qui souhaiteraient se charger de coordonner ce groupe de travail, son programme et ses experts, à entrer en contact avec le Secrétariat du FIPA.

### *5.5 Groupe de travail 3: commerce, droits de propriété intellectuelle et politique de concurrence*

Le président Haully a annoncé aux participants que la Banque interaméricaine de développement avait offert son expérience et sa coopération à ce groupe de travail qui, selon ce les accords de Brasilia traiterait non seulement des questions du piratage et de violation des droits de propriété intellectuelle mais aussi de *dumping*, étant donné la présence croissante de la Chine et de l'Inde sur le marché mondial.

Comme dans le cas des groupes de travail précédents, il a indiqué que les membres du Comité exécutif intéressés par ce thème devraient entrer en contact avec le Secrétariat du FIPA pour commencer à en préparer le programme.

## **6. Préparation de la première réunion du groupe de travail conjoint FIPA - COPA**

Le président du FIPA a rappelé que la première réunion conjointe FIPA-COPA se tiendrait le 28 et le 29 octobre à Québec, Canada, conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée plénière du FIPA à Bogotá, Colombie, concernant la création du groupe de travail conjoint entre le FIPA et la COPA et des résolutions similaires adoptées par le Comité exécutif et l'Assemblée générale de la COPA.

Il a signalé que le FIPA serait représenté dans cette réunion par l'ex-présidente, le sénateur Céline Hervieux-Payette, par le député canadien James Bezan et par lui-même.

Après avoir distribué aux participants le programme et la version préliminaire de l'ordre du jour de la réunion FIPA-COPA, M. Haully les a invités à soumettre leurs recommandations concernant deux questions en particulier : la nomination des représentants du FIPA pour participer au groupe conjoint à long terme et la nature, la composition et les objectifs d'une future organisation parlementaire intégrée.

### *6.1 Nomination des représentants du FIPA pour participer au groupe de travail conjoint FIPA-COPA*

Les membres ont délégué la responsabilité du suivi du processus d'intégration entre le FIPA et la COPA au président en exercice et à l'ex-présidente de l'organisation, et ils ont indiqué que d'autres membres du Comité exécutif y participeraient également si cela s'avérait nécessaire.

### *6.2 Débat sur les formes d'intégration possibles et la nature, la formation et les objectifs d'une future organisation parlementaire intégrée*

En réponse aux questions posées par la présidente du Groupe des femmes, M. Haully a précisé que la principale différence qui existait entre le FIPA et la COPA était sa composition, étant donné que la COPA comprend, outre les parlements nationaux de l'hémisphère, des législatures de provinces et d'états et des parlements sous-régionaux, comme par exemple le Parlement andin.

Il a ensuite présenté différentes options pour les deux organisations dans ce processus. Ces options étaient les suivantes : 1) la possibilité d'intégrer des assemblées de provinces et d'états

comme membres dans une nouvelle organisation formée par le FIPA et la COPA; 2) la création d'un mécanisme qui permettrait aux fédérations d'inclure un certain nombre de représentants (par exemple un tiers) de ses assemblées d'états et de provinces dans sa délégation nationale aux Assemblées plénières et 3) la création d'un système hybride, inspiré par d'autres associations parlementaires existantes, comme celle du Commonwealth.

Le représentant du Mexique a indiqué que la deuxième option présenterait des problèmes pour son pays, étant donné qu'il s'avérerait difficile de sélectionner quelques représentants de législateurs fédéraux pour une délégation de législateurs nationaux parmi les 32 assemblées fédérales existant au Mexique. Tous les membres se sont mis d'accord sur le fait que, étant donné son rôle clef dans la création de ces deux organisations, le Parlement fédéral canadien et l'Assemblée nationale du Québec devaient guider ce processus d'intégration. Ils ont également convenu qu'une fusion entre le FIPA et la COPA était nécessaire pour renforcer le dialogue parlementaire au sein des Amériques.

## **7. Le FIPA et ses relations avec l'OEA**

### *7.1 Réunion entre les représentants du FIPA et le Secrétaire général de l'OEA*

Les membres du Comité exécutif ont participé à une réunion avec le Secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, qui s'est tenue au siège de cet organisme. La directrice du Secrétariat des Sommets des Amériques, Carmen Marina Gutiérrez, le conseiller principal pour les relations de l'OEA avec les parlements et les partis politiques, Raúl Alconada Sempé, le représentant permanent du Brésil auprès de l'OEA, l'ambassadeur Osmar Chofhi et les représentants du Sous-secrétariat des Affaires politiques et démocratiques de l'OEA, Víctor Rico et Rubén Perina, étaient également présents à la rencontre.

Après les présentations réalisées par le Secrétaire général Insulza, les représentants du FIPA ont insisté sur le fait que les objectifs du FIPA sont très proches de ceux de l'OEA et diffèrent de ceux des autres organisations parlementaires de la région. Dans ce sens, ils ont fait mention de leurs intérêts communs dans différents domaines, tels que la réduction de la pauvreté, la lutte contre le trafic de drogue et la corruption, la promotion de l'égalité entre les sexes, l'harmonisation de la législation, la formation professionnelle, etc. Ils ont partagé leur préoccupation concernant le fait que les membres du Comité exécutif du FIPA avaient dû s'inscrire comme "représentants d'organisation non gouvernementales" pour pouvoir participer en tant qu'observateurs à la 37<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA qui s'est tenue au Panama en juin 2007. Ils ont à nouveau signalé que le FIPA souhaitait accompagner les initiatives des Sommets des Amériques et devenir un "chapitre législatif" de l'OEA et du processus des Sommets.

Le secrétaire général, Insulza a clairement établi que la présence des autres organisations parlementaires dans la région ne constituait pas une préoccupation majeure pour l'OEA étant donné que le FIPA est la seule organisation parlementaire dont la composition reflète celle de l'OEA et pouvant lui être réellement complémentaire en ce qui concerne sa structure et ses objectifs. Il a signalé que pour que la demande de reconnaissance officielle du FIPA soit acceptée et pour que les gouvernements de la région la considèrent légitime, il est extrêmement important que le Forum soit capable de démontrer que son mandat provient des parlements de l'hémisphère qu'il représente. Suite à cela a eu lieu un bref débat concernant le statut juridique du FIPA.

Les délégués du FIPA ont proposé de travailler avec les parlements membres afin qu'ils intègrent officiellement le FIPA et qu'ils répondent aux critères juridiques établis par l'OEA.

Finalement, Insulza a signalé que "l'OEA était extrêmement intéressée à ce qu'il existe une organisation parlementaire pour les Amériques", et il s'est engagé à réaliser le suivi avec le Conseil permanent, afin de garantir –à court terme– que le FIPA soit considéré comme un "invité permanent" aux assemblées de l'OEA et –à long terme– l'établissement d'un lien plus institutionnel entre le FIPA et l'OEA. Il a chargé son conseiller Alconada Sempé de travailler avec le FIPA pour que cette coopération rénovée entre le FIPA et l'OEA puisse se concrétiser, et pour qu'il effectue le suivi de la demande de statut spécial réalisée par le FIPA. Le président du FIPA, de son côté, a demandé à la Secrétaire exécutive de l'organisation de réaliser le suivi des questions débattues.

Les membres du Comité exécutif du FIPA se sont déclarés extrêmement satisfaits des résultats de cette réunion qu'ils considèrent comme un point d'inflexion après des années d'efforts pour que le FIPA soit davantage reconnu dans le système interaméricain. Ils ont accordé qu'il était très important de réaliser le suivi approprié avec le Secrétariat de l'OEA et les délégations de leurs gouvernements respectifs auprès de l'OEA afin de garantir que le Conseil permanent offre une réponse positive à la demande du FIPA d'obtenir un statut spécial. Ils se sont également engagés à promouvoir l'adoption, au sein de chaque parlement de la région, d'une résolution formalisant son adhésion au FIPA, en tenant compte du fait que le paiement de la cotisation annuelle au FIPA devra être considéré comme une preuve de l'incorporation du parlement en question.

En conclusion, le président du FIPA a signalé qu'il ferait une présentation auprès du Conseil permanent le lendemain afin de définir la proposition du FIPA visant à renforcer la coopération avec l'OEA. *(Pour lire la totalité du discours du président devant le Conseil permanent, veuillez vous reporter à l'Annexe C).*

## *7.2 Rapport sur la mission d'observation du FIPA lors de la 37<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA*

Le sénateur Ricardo García Cervantes a fait un rapport de la mission d'observation du FIPA et à la 37<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA, tenue du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2007 à Panama, Panama.

Comme cela figure dans son rapport, il a indiqué que les représentants du Canada (James Bezan), de Trinité-et-Tobago (Stanford Callender) et lui-même avaient présenté la déclaration adoptée par le Comité exécutif du FIPA aux ministres des Affaires étrangères et aux chefs des délégations de plusieurs pays de la région, tels que le Canada, le Costa Rica, le Guyana, le Mexique, et Trinité-et-Tobago. Il a signalé que la demande du FIPA d'acquiescer un statut spécial auprès de l'OEA avait reçu le soutien de ces représentants gouvernementaux ainsi que du Secrétaire général de l'OEA que la délégation avait eu l'occasion de rencontrer.

Finalement, il a fait mention de ses réunions récentes avec le Secrétariat des Affaires étrangères du Mexique, qui s'est engagé à fournir son soutien au FIPA dans ce processus.

### *7.3 Participation du FIPA aux prochains évènements interaméricains et aux préparatifs du Cinquième Sommet des Amériques*

Le président Luiz Carlos Hauly a invité la directrice du Secrétariat des Sommets des Amériques, Carmen Marina Gutiérrez, à prendre part à la réunion pour mettre les participants au courant des préparatifs du Cinquième Sommet des Amériques, prévu à Trinité-et-Tobago en 2009, et pour discuter des moyens dont les législateurs peuvent contribuer au processus des Sommets des Amériques.

Carmen M. Gutiérrez a d'abord signalé que les questions juridiques qui ont surgi pendant la réunion avec le Secrétaire général ne représentaient pas une source d'inquiétude du point de vue du Secrétariat des Sommets des Amériques, étant donné qu'il existe un clair intérêt mutuel à collaborer. Elle a remarqué que, par le biais du FIPA, les législateurs pourraient contribuer à la mise en œuvre des mandats des Sommets dans différents domaines et trouver ainsi non seulement une façon de collaborer pendant la tenue des Sommets mais aussi de participer au travail des réunions ministérielles qui ont lieu entre les Sommets pour traiter de questions reliées aux droits de la personne, à la sécurité, à la démocratie, au développement durable, au développement social, etc. Par ailleurs, elle a signalé qu'à ses yeux, la relation avec le FIPA devait être active, et elle a cité en exemple le rôle possible du FIPA dans la promotion de la ratification des accords interaméricains. Elle a aussi souligné que le FIPA devait contribuer à l'atteinte des objectifs concrets et atteignables qui découleront du Cinquième Sommet.

La présentation de Carmen Marina Gutiérrez a été suivie de questions et d'une discussion avec les membres du Comité exécutif. La représentante de la Grenade a signalé que les parlements des Caraïbes étaient souvent réticents quand il s'agissait de souscrire à des accords internationaux parce que cela impliquait des dépenses pour modifier la législation nationale afin de l'adapter aux exigences du traité. Elle a ajouté que le FIPA devrait guider les membres de congrès dans le processus d'incorporation de nouveaux engagements internationaux à leur législation nationale.

La présidente du Groupe des femmes parlementaires du FIPA a présenté ses initiatives pour l'organisation d'un congrès d'hommes et de femmes parlementaires en mars 2008 afin de créer un agenda législatif régional tenant compte de la perspective de l'égalité des sexes.

Le représentant du Mexique a signalé le besoin d'établir des mécanismes d'information pour les parlements et d'identifier les mécanismes efficaces pour mettre en place une relation FIPA-OEA qui soit utile.

Après avoir répondu aux questions, aux inquiétudes et aux suggestions des membres du Comité exécutif, Gutiérrez a annoncé aux délégués du FIPA que dans les mois à venir une réunion du Groupe de suivi des Sommets se tiendrait à Washington. Ce groupe est un organe politique nommé "SIRG" (Summit Implementation Review Group) selon son sigle en anglais, composé de coordinateurs nationaux de 34 états membres de l'OEA, responsables d'informer annuellement les ministres de Relations extérieures sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action des Sommets des Amériques. Gutiérrez a recommandé que le président du FIPA effectue une demande formelle auprès du président du SIRG (Coordinateur national des Sommets pour Trinité et Tobago, Luis Alberto Rodríguez) pour que soit inclus à l'ordre du jour la participation des législateurs et particulièrement du FIPA, dans le processus des Sommets.

Finalement, le président du FIPA a remercié la directrice M<sup>me</sup> Gutiérrez pour sa présentation et pour ses recommandations et il a indiqué que le Comité exécutif réaliserait le suivi des idées énoncées au cours du débat.

## 8. Consolidation de l'adhésion au FIPA

### *8.1 Réunion avec le Sous-comité de l'hémisphère occidental du Comité de relations extérieures de la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique*

La réunion s'est ouverte sur les paroles de bienvenue du président du Sous-comité, le représentant Eliot Engel (Démocrate-New York), qui a présenté les autres membres du Sous-comité qui l'accompagnaient: le représentant Dan Burton (Républicain-Indiana), le représentant Gene Green (Démocrate-Texas), le représentant Jerry Weller (Républicain-Illinois) et le représentant Bill Delahunt (Démocrate-Massachusetts). La directrice du Bureau des Affaires interparlementaires de la Chambre des représentants, Kay King, assistait également à la réunion.

Le législateur Engel a ensuite présenté les questions thématiques sur lesquelles avait travaillé son sous-comité au cours de ces derniers mois, telles que l'inclusion de l'égalité entre les sexes et la justice sociale, la pauvreté et les inégalités, les envois de fonds par les immigrants et la situation en Haïti. Il a en particulier mentionné l'initiative d'un Fonds d'investissement social de deux milliards de dollars qui est actuellement en cours d'analyse.

Tout de suite après, le représentant Burton a pris la parole et a parlé de la nécessité de parvenir à la stabilité dans la région.

Les congressistes américains étant appelés à un vote en chambre, M. Engel a donné la parole aux membres du FIPA en leur demandant d'exprimer leur opinion.

Luiz Carlos Hauly a offert un portrait général du FIPA, de sa structure et il a parlé de l'objectif de créer de liens solides avec l'OEA et le Congrès des États-Unis d'Amérique, tout en soulignant le succès de la réunion avec le Secrétaire général de l'OEA qui avait eu lieu précédemment.

Ricardo García Cervantes a mis l'accent sur l'importance de ces réunions personnelles, qui offrent aux parlementaires l'occasion de travailler de manière conjointe. Il a invité les représentants des États-Unis d'Amérique à se joindre au FIPA. Le sénateur mexicain a expliqué qu'il comprenait que les États-Unis d'Amérique hésitent à participer à des institutions multilatérales pour éviter d'être le centre d'une attention non désirée, mais que le travail du FIPA se basait sur la "collaboration et la coopération". Il a ensuite évoqué les groupes de travail thématiques et les domaines d'intérêt commun.

Après le vote des législateurs nord-américains, la réunion s'est poursuivie dans le bureau du représentant Engel. Les membres du FIPA ont émis un appel énergique au Congrès des États-Unis d'Amérique, et en particulier aux membres du Sous-comité, leur demandant d'accepter l'invitation à participer au dialogue promu par le FIPA et de contribuer à créer une atmosphère différente dans les relations entre lesdits pays et l'Amérique latine.

Engel a répondu que contrairement à ce que l'on pense en général, le Congrès des États-Unis avait cessé de participer à certaines organisations parlementaires telles que l'Union Interparlementaire (UIP) parce que le calendrier du Congrès américain ne leur permettait pas aux législateurs d'assister aux réunions.

Les membres du Comité exécutif se sont engagés à tenir compte du calendrier du Congrès des États-Unis d'Amérique lors de l'établissement de la date de la prochaine Assemblée plénière. Ils ont aussi invité les législateurs américains à assister en tant qu'observateurs à une des prochaines réunions du Comité exécutif du FIPA dans le but de se familiariser avec le travail du FIPA.

M. Engel a posé des questions sur le financement du FIPA et sur les cotisations que versaient les membres et il a prié le directeur du personnel du Sous-comité de faire le suivi avec le FIPA sur cette question.

Les membres du Comité exécutif se sont déclarés profondément satisfaits des résultats de la réunion et ont demandé au Secrétariat de se charger de réaliser un suivi approprié avec le bureau du représentant Engel.

*(Pour consulter le rapport des réunions avec les représentants Phil English et Lois Capps tenues le 24 octobre 2007, veuillez vous reporter à l'Annexe B)*

### *8.2 Analyse et débat relatif à la participation des parlements des Amériques au FIPA entre 2001 et 2006 et aux progrès réalisés dans l'adhésion officielle et la création de chapitres nationaux*

Le Secrétariat a présenté, à titre d'information et pour ouvrir la discussion, un tableau résumant la participation des parlements membres aux assemblées plénières et au Comité exécutif du FIPA depuis la création de l'organisation.

Les membres du Comité exécutif ont pris note de ce tableau qui montrait une baisse de la participation des parlements de certains pays andins et du Mercosur au cours de ces dernières années et une augmentation de la participation des pays de la région des Caraïbes. Comme cela a été préalablement évoqué, ils se sont engagés à promouvoir l'adoption d'une résolution auprès de l'ensemble des parlements pour leur adhésion formelle au FIPA.

## **9. Mise en oeuvre du plan de travail annuel du FIPA**

### *9.1 Plan de travail du Groupe des femmes parlementaires des Amériques*

La présidente du Groupe des femmes parlementaires des Amériques, le sénateur Cecilia López Montaña, a présenté les avancées réalisées dans le plan d'action du groupe et en particulier dans les préparatifs du congrès d'hommes et de femmes parlementaires qui se tiendra au Chili en 2008 pour mettre au point un programme législatif régional basé sur une approche soucieuse d'égalité entre les sexes.

Elle a annoncé aux membres qu'une enquête avait été distribuée aux hommes et femmes parlementaires de la région pour évaluer la situation de l'égalité entre les sexes dans leurs parlements et la possibilité d'appliquer les concepts de base de développement, tels que la démocratie citoyenne et l'égalité démocratique, aux politiques et à la législation sur l'égalité entre les sexes. Elle a ajouté que les résultats de ladite enquête seraient utilisés pour préparer un programme qui soit pertinent et elle a demandé aux membres du Comité exécutif de lui venir en aide en encourageant leurs collègues parlementaires à répondre massivement à l'enquête.

Les participants ont promis leur soutien au sénateur López. Le représentant chilien a recommandé d'entrer en contact avec le Service national de la femme (SERNAM selon le sigle en langue espagnole), à travers la Présidente Michelle Bachelet (qui, comme l'a indiqué le sénateur López, a offert son pays, le Chili, comme pays hôte), dans le but de garantir que l'événement recevra le soutien technique adéquat. Il a également recommandé que soit établie une communication formelle avec le Congrès du Chili afin d'obtenir l'engagement politique

autant du parti du gouvernement que des partis de l'opposition présents au parlement, afin de tirer parti au maximum de cet événement.

La sénateur López a remercié les participants pour leur soutien et leur contribution, et elle a annoncé aux membres qu'elle tenterait d'obtenir un soutien financier auprès du siège du Programme des Nations Unies pour le développement à New York (qui a déjà fourni le financement initial pour le développement du programme) et de la Banque interaméricaine de développement, dont elle devait rencontrer le président le lendemain.

### *9.2 Présentation du blogue du FIPA*

La Secrétaire exécutive adjointe du FIPA, Sabra Ripley, a présenté le nouveau blogue du FIPA –BlogAmericas -- conçu par le Secrétariat suite à l'intérêt exprimé par les membres à Brasilia et destiné à offrir un espace pour que le Comité exécutif et les parlementaires du FIPA expriment leurs opinions sur des questions d'intérêt mutuel.

Les membres du Comité exécutif ont accueilli avec enthousiasme ce nouvel outil de dialogue et de distribution de l'information.

### *9.3 Réseau parlementaire d'apprentissage*

A cause du manque de temps et de l'absence de services d'interprétation, le Secrétariat s'est engagé à présenter un rapport écrit sur le développement du réseau parlementaire d'apprentissage dans les Amériques et sur les préparatifs pour le deuxième atelier sur le commerce destiné aux parlementaires.

### *9.4 Mise à jour sur les progrès réalisés par les parlementaires dans le suivi des recommandations de la Cinquième Assemblée plénière*

A cause du manque de temps et de l'absence de services d'interprétation, les membres du Comité exécutif ont été priés de présenter un rapport écrit sur le progrès de la mise en œuvre des recommandations adoptées par la Cinquième Assemblée plénière du FIPA.

## **10. Autres questions**

### *10.1 Débat relatif à la situation en Équateur et à la demande présentée par le congrès équatorien*

Le président du FIPA a signalé que le Congrès de l'Équateur lui avait envoyé une résolution dans laquelle il faisait part de sa profonde préoccupation concernant les "intentions exprimées par Président de l'Équateur et certains membres de l'Assemblée constitutionnelle élue il y a peu, de dissoudre le Congrès" et une lettre demandant l'autorisation de comparaître devant le comité concerné du FIPA le plus rapidement possible afin d'exposer la situation actuelle à la communauté internationale.

Les membres du Comité exécutif ont convenu qu'en sa qualité d'organisation parlementaire hémisphérique, le FIPA devrait permettre au Congrès équatorien de présenter l'affaire devant



les autorités du FIPA et que, vu le peu de temps qu'il restait, la meilleure façon de le faire était de les inviter à rencontrer le président du FIPA à Brasilia, Brésil.

## **11. Clôture**

Le Comité n'ayant plus aucune autre question à traiter, le président a déclaré la 17<sup>e</sup> Réunion du Comité exécutif du FIPA close.

## **12. Annexes**

### *12.1 Annexe A: liste des participants*

#### **MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF**

##### **Président du FIPA**

Député Luiz Carlos Hauly (Brésil)

##### **Amérique du Nord**

Sénateur Ricardo García Cervantes (Mexique)

##### **Amérique du Sud**

Député Iván Moreira Barros (Chili)

##### **Caraïbes**

Sénateur Brenda Hood (Grenade)

##### **Présidente du Groupe des femmes parlementaires des Amériques**

Sénateur Cecilia López Montaña (Colombie)

#### **MEMBRES DU COMITE EXÉCUTIF AYANT PARTICIPÉ À TRAVERS D'AUTRES MOYENS**

Sénateur Nancy Patricia Gutiérrez (représentante d'Amérique du Sud, Colombie) – représentée par le sénateur Cecilia López Montaña

Député James Bezan (représentant d'Amérique du Nord, Canada) – via téléconférence

Sénateur Céline Hervieux-Payette (ex-Présidente, Canada) – via téléconférence

#### **SECRÉTARIAT TECHNIQUE DU FIPA**

Emmanuelle Pelletier (Secrétaire exécutive)

Sabra Ripley (Secrétaire exécutive adjointe)

#### **MEMBRES DU COMITÉ EXECUTIF ABSENTS**

Député Stanford Callender (TRINITÉ-ET-TOBAGO)

Député María Estela de la Cruz (RÉPUBLIQUE DOMINICAINE)

Député Héctor Julio Pérez Rojas (GUATEMALA)

## *12.2 Annexe B: Rapport des activités du 24 octobre 2007*

### *12.2.1 Présentation effectuée par le président du FIPA devant le Conseil permanent de l'OEA*

Le dernier point du programme conjoint du FIPA et de l'OEA a été la présentation de la proposition du FIPA visant à renforcer la coopération entre le FIPA et l'OEA lors de la réunion du conseil permanent le 24 octobre en après-midi.

Dans une présentation de dix minutes, M. Haully a réalisé une brève analyse de la nature et de la mission du FIPA et de l'histoire des relations entre l'OEA et le FIPA ; il a donné quelques exemples de la contribution de FIPA à la coopération hémisphérique.

Il a ensuite présenté une proposition comprenant quatre mesures pouvant être adoptées en vue de rendre les relations FIPA/OEA plus bénéfiques, inspirée du modèle de relations entre les Nations Unies et l'Union interparlementaire. Ces quatre mesures sont les suivantes (*Pour plus de détails, veuillez vous reporter au texte du discours dans l'Annexe C*) :

- Créer des voies de communication directe et officielle entre le FIPA et l'OEA
- Etablir des mécanismes visant à favoriser la contribution parlementaire aux débats et aux négociations régionales (tout en respectant la séparation des pouvoirs), dans le but de faire progresser les initiatives de coopération interaméricaine.
- Accorder un statut spécial au FIPA qui lui permette d'assister aux assemblées générales de l'organisation, aux sommets interaméricains et aux autres rencontres présentant un intérêt pour les Parlements.
- Etablir une plus grande coopération technique entre les deux organisations sur des questions d'intérêt commun (comme par exemple, commerce, sécurité hémisphérique et lutte contre le trafic de drogues, développement de compétences parlementaires, coopération sur le développement durable et lutte contre la pauvreté, etc.).

M. Haully a finalement signalé que l'OEA avait déjà fait preuve de sa détermination de consolider les relations avec les congrès de la région (comme l'ont également démontré la réunion avec le Secrétaire général, les résolutions récentes et les réactions positives des chefs de délégations face à la requête du FIPA à Panama). Il a aussi suggéré que cela soit formalisé par l'adoption d'une résolution de l'OEA dans laquelle soit reconnue formellement la contribution des parlements en général et du FIPA en particulier pour favoriser une coopération interaméricaine plus efficace, comme l'a fait l'Assemblée générale de l'ONU avec l'UIP.

Trois représentants gouvernementaux ont pris la parole après cette présentation. Le représentant de Costa Rica a remercié la Mission permanente du Brésil d'avoir invité le représentant du FIPA.

Le représentant permanent du Mexique auprès de l'OEA a ensuite pris la parole et a insisté sur l'importance du renforcement des dialogues entre les pouvoirs exécutif et législatif, en faisant allusion à l'article trois de la Charte démocratique interaméricaine. Il a souligné les valeurs et le programme commun qui unissent le FIPA et l'OEA et il a fermement soutenu la participation du FIPA en tant qu'"invité spécial" aux Assemblées générales de l'OEA.

Finalement, et à travers une intervention longue et structurée, le représentant des États-Unis d'Amérique a mis en exergue l'importance que possédait aux yeux du gouvernement des États-Unis d'Amérique le fait que l'OEA renforce son dialogue non seulement avec les législateurs mais aussi avec la société civile et les partis politiques. Il a fait allusion dans ce sens à l'article

deux de la Charte démocratique interaméricaine qui établit que la “démocratie représentative est renforcée et approfondie par la participation permanente, éthique et responsable de la citoyenneté dans un cadre légal répondant aux exigences de son ordre constitutionnel.”

Il a signalé que les États-Unis d'Amérique avait dûment pris note de la requête du FIPA visant à obtenir un statut spécial et il a reconnu qu'il n'existait pas une politique pour que des organisations comme le FIPA (qui sont internationales et gouvernementales) accèdent à l'OEA. Il a par conséquent exprimé son soutien à la proposition du Mexique pour qu'un statut spécial soit accordé au FIPA, tout en spécifiant que pour garantir l'égalité il était aussi important d'entendre les requêtes des autres groupes, comme ceux qui sont basés sur des partis politiques. Il a mentionné les articles deux et dix des lignes directrices qui définissent la participation d'autres organisations aux activités de l'OEA).

Il a également fait allusion au Plan d'action du Sommet de 2001, dans lequel les chefs d'Etat et de gouvernement de la région avaient encouragé la “coopération et l'échange d'expériences et de pratiques parlementaires optimales entre législateurs nationaux de l'hémisphère, tout en respectant la séparation et l'équilibre des pouvoirs, à travers des mécanismes bilatéraux, sous-régionaux et hémisphériques tels que le Forum interparlementaire des Amériques (FIPA)”, en disant qu'il espérait qu'un “débat constructif et un dialogue adéquat” s'établirait entre les législatures.

Finalement, il a insisté sur l'importance de la démocratie représentative et de l'indépendance du Pouvoir législatif.

Lors de la clôture de ce point de l'ordre du jour, le président du Conseil permanent, le représentant argentin Rodolfo Gil, a proposé de prendre note de la présentation du président du FIPA et des commentaires respectifs des représentants gouvernementaux présents.

#### *12.2.2 Réunion avec la Secrétaire exécutive de la Commission interaméricaine des femmes*

Le 24 octobre au matin, une délégation du FIPA à la tête de laquelle se trouvait la présidente du Groupe des femmes parlementaires des Amériques du FIPA, le sénateur Cecilia López Montaña, a rencontré la secrétaire exécutive de la Commission interaméricaines des femmes (CIM, selon l'acronyme en espagnol) de l'OEA, Carmen Lomellin, et trois spécialistes de la CIM: Mercedes Kremenetzky, Yasmin Solitahe Odlum et Magaly McLean. Les participantes de la CIM ont décrit plusieurs projets actuellement en cours de réalisation qui pourraient avoir un impact sur les parlementaires, et les représentants du FIPA ont abordé différentes questions, telles que le congrès des femmes, prévu pour 2008, le programme de marrainage, les projets de partages de connaissances et la nouvelle initiative du FIPA en matière de développement de compétences. Le groupe a constaté l'existence de différents points de coopération possibles, particulièrement dans les domaines de la recherche et de la formation, et il s'est engagé à faire des recherches plus approfondies sur les possibilités de collaboration future.

#### *12.2.3 Réunion avec la représentante Lois Capps*

Le 24 octobre après-midi, la délégation a rencontré la représentante Lois Capps (Démocrate-Californie), co-présidente du Caucus des femmes du Congrès américain. La représentante Lois Capps a déclaré qu'elle souhaitait travailler avec le Groupe des femmes parlementaires des Amériques et elle a nommé un des membres de son équipe pour qu'il prenne connaissance des activités du groupe. Elle a fait preuve d'un enthousiasme significatif envers le projet de

préparation d'un programme législatif pour les Amériques selon une perspective basée sur l'égalité des sexes et elle a offert de distribuer le questionnaire à ses collègues.

La représentante Lois Capps a déclaré être disposée à proposer au président Pelosi de considérer la possibilité que les États-Unis d'Amérique deviennent un membre officiel du Forum. Elle a également encouragé le FIPA à tenir d'autres réunions à Washington afin de garantir la future participation des États-Unis d'Amérique.

#### *12.2.4 Réunion avec le représentant Phil English*

La réunion avec le représentant Phil English (Républicain-Pennsylvanie), tenue le 24 octobre en après-midi, s'est ouverte sur les paroles prononcées par le président du FIPA pour décrire le Forum et expliquer son objectif de renforcer les liens avec l'OEA et le Congrès des États-Unis d'Amérique. La présidente du Groupe des femmes parlementaires du FIPA a ensuite présenté son projet de congrès pour la création d'un programme législatif selon une perspective basée sur l'égalité des sexes.

Le représentant English a signalé qu'il avait offert son soutien au FIPA depuis sa réunion avec l'ex-présidente en 2003. Il a déclaré sa satisfaction d'entendre que le président du Sous-comité de l'hémisphère occidental appuyait la participation des États-Unis d'Amérique au Forum et il a offert de se mettre en contact avec lui comme représentant de la minorité en chambre, pour promouvoir la participation des États-Unis. Le représentant a signalé qu'il avait d'autres contacts au Congrès qui soutiendraient aussi cette initiative.

Suite à la brève intervention réalisée par le représentant de la Grenade au Comité exécutif à propos de l'importance du travail de FIPA dans les Amériques, English a exprimé son désir que les États-Unis d'Amérique aient une plus grande participation dans la région des Amériques en général, et il a insisté sur sa participation au caucus du Brésil et ainsi qu'à un autre caucus des Caraïbes. Il a affirmé que le FIPA serait une bonne occasion pour que les membres du Congrès des États-Unis d'Amérique qui désirent s'engager davantage dans la région puissent vraiment le faire.

Finalement, English a signalé que les représentants Tom Lantos et Ilena Ross-Leighton pourraient aussi être intéressés à offrir leur collaboration, et il a offert son soutien aux représentants du FIPA.

### *12.3 Annexe C: Discours du Président du FIPA devant le Conseil permanent de l'OEA*

Washington D.C., le 24 octobre 2007

Je désire remercier ce distingué Conseil de m'avoir fait l'honneur de me recevoir dans cette enceinte pour ma première visite comme président du Forum interparlementaire des Amériques – le FIPA. Je souhaite remercier tout particulièrement le président du Conseil et le représentant de l'Argentine, Monsieur l'ambassadeur Rodolfo Hugo Gil, ainsi que le représentant permanent du Brésil, Monsieur l'ambassadeur Osmar Chofhi, qui a reçu les représentants du FIPA hier soir dans sa propre demeure.

En tant que président du FIPA, j'ai la conviction qu'un dialogue permanent entre les représentants politiques – appartenant autant aux gouvernements que, comme dans notre cas, aux Parlements permet de réduire les conflits entre les nations et de trouver des solutions aux problèmes communs, dans un effort basé sur les principes démocratiques, sur l'État de droit, sur le respect des droits individuels et sur le développement durable.

Ceci est le principal objectif du Forum interparlementaire des Amériques, au sein d'un processus de consolidation et de perfectionnement institutionnel du continent américain. Pendant nos six années d'activité, nous avons parcouru un long chemin, sous le leadership efficace du Sénateur Céline Hervieux-Payette, et nous continuons à avancer dans le domaine de la compréhension des questions politiques, économiques et sociales qui affectent notre hémisphère. Cette connaissance, favorisée par l'échange d'informations et d'expériences entre les membres du FIPA, nous permet de défendre les intérêts des populations que nous représentons.

Messieurs : le FIPA n'est pas seulement un forum dans lequel sont débattues des idées qui n'arrivent jamais à exécution, mais un forum dont l'objectif est l'action.

Le FIPA représente les Congrès et les Parlements nationaux de 35 pays d'Amérique et en se réunissant régulièrement avec les législateurs, il apprend directement quels sont les défis à relever dans l'accomplissement de leurs fonctions, la défense des institutions et la promotion de la démocratie. Ses résolutions et ses déclarations se basent sur le consensus et sont un exemple de la façon dont les organisations devraient réaliser la prise de décision, en consolidant le processus d'intégration.

Dans les limites de ses contraintes financières, le FIPA répond aux nécessités des législateurs dans la mesure où il permet à ses représentants de prêter un meilleur service tout en contribuant à améliorer la confiance du peuple envers ses institutions et par là, à renforcer la démocratie. En mars dernier, par exemple, s'est tenu le premier atelier de commerce pour les parlementaires à Ottawa, au Canada, au cours duquel a été abordé le thème du développement de politiques complémentaires pour lutter contre la pauvreté afin d'offrir une compensation aux "perdants" défavorisés par les accords de libre-échange.

Nous participons donc à ce qui, nous l'espérons sera un événement annuel qui contribuera à renforcer les connaissances des parlementaires sur des questions qu'ils ont déterminées comme étant nécessaires pour le développement de leurs tâches dans le cadre de leurs fonctions.

Au cours de ces six dernières années, nous avons développé notre mission en complément de celle de l'OEA, tout en respectant en permanence la séparation des pouvoirs.

Je vous donnerai quelques exemples : en 2003, les législateurs se sont réunis pour définir leur collaboration à la Conférence spéciale sur la sécurité de l'OEA, donnant lieu ainsi à une forte promotion de la ratification de la Convention interaméricaine contre le terrorisme de la part du

FIPA. En 2005, une mission parlementaire préélectorale s'est rendue à Haïti pour promouvoir la participation des femmes dans le processus électoral, appuyant les efforts que la mission de l'OEA avait réalisés pour organiser des élections dans ce pays.

Le FIPA a reçu l'appui technique de l'OEA à plusieurs occasions, en particulier celui de l'unité pour la promotion de la démocratie, du Département du Commerce, de la Commission interaméricaine des femmes et du Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme.

Pour exploiter l'ensemble du potentiel que pourrait nous garantir un effort commun, le Comité exécutif du FIPA a adopté en juin dernier, une résolution destinée à promouvoir une plus grande collaboration entre les deux organisations. Ladite résolution a été remise à plusieurs chefs de délégation lors de la 37<sup>e</sup> Assemblée générale de l'OEA au Panama.

À l'occasion de cette réunion, nous avons reçu le soutien de plusieurs ministres des Affaires étrangères et de chefs de délégations, parmi lesquels ceux du Mexique, du Canada, de Trinité-et-Tobago, du Guyana et du Costa Rica.

Nous sommes convaincus qu'une collaboration plus étroite entre les pouvoirs exécutif et législatif des pays d'Amérique signifiera une amélioration des conditions de vie des citoyens ; par conséquent je souhaite aujourd'hui soumettre à la considération des distingués représentants des gouvernements ici représentés, quatre mesures concrètes pour une collaboration plus efficace entre le FIPA et l'OEA, dont j'ai eu l'occasion de discuter avec le Secrétaire général de l'organisation il y a quelque jours.

En premier lieu, nous souhaitons créer des canaux de communication directe et officielle avec l'OEA. Nous avons toujours été en communication avec l'OEA mais cette communication a toujours été irrégulière. C'est pour ce motif que nous pensons que l'établissement de ces canaux serait le premier pas vers une collaboration plus effective.

La présentation annuelle d'un rapport du FIPA au Conseil permanent de l'OEA, ainsi que la participation de représentants de l'OEA aux assemblées du FIPA, une communication fluide régulière avec le sous-secrétariat aux Affaires politiques et démocratiques sur des questions d'intérêt commun ou sur l'échange d'information portant sur les résolutions et les décisions ayant un impact au niveau législatif, illustrent la façon dont ce type de communication peut être établi. Un autre cas de figure serait le développement d'un dialogue bilatéral en cas de crises régionales pour lesquelles l'envoi d'une mission parlementaire pourrait avoir un impact positif.

En deuxième lieu, nous voulons établir des mécanismes garantissant une plus grande contribution parlementaire aux négociations et aux débats régionaux, tout en respectant la division des pouvoirs, afin de pouvoir mettre en œuvre les initiatives de coopération interaméricaine. Cette contribution parlementaire pourrait prendre différentes formes : la présentation directe devant l'OEA des recommandations adoptées par consensus par les législateurs lors des Assemblées plénières du forum, un suivi plus efficient par les Parlements de la mise en œuvre des engagements interaméricains, voire la sanction de lois nationales favorisant l'adoption de normes interaméricaines.

Dans ce sens, nous pourrions prendre exemple sur le système des Nations Unies qui prévoit une étroite coopération entre l'UIP et l'ONU. L'organisation d'un sommet parlementaire réunissant tous les quatre ans les présidents des Congrès et des Parlements pour discuter des questions prioritaires serait également une idée à étudier.

En troisième lieu, nous souhaitons renforcer la coopération technique entre les deux organisations dans des domaines s'avérant intéressants pour les deux organismes : la lutte contre la pauvreté, le développement de compétences des parlementaires et la consolidation des institutions législatives, le commerce, la lutte contre le terrorisme, la promotion de l'égalité entre les sexes, la coopération en matière de développement durable, la lutte contre le trafic de drogue, etc.

Comme je l'ai déjà dit, le FIPA s'est engagé à soutenir les législateurs afin qu'ils développent leurs compétences et leurs fonctions avec plus d'efficacité.

Dans ce sens, nous proposons de développer un réseau de formation qui unirait des organismes régionaux, comme le BID, la CEPAL et l'OEA, et d'autres organisations possédant une expérience en formation au niveau parlementaire. La participation de l'OEA et de ses organismes à ce réseau – en contribuant avec des experts à des ateliers, des assemblées et des activités du FIPA – serait un pas de plus vers la constitution d'un Pouvoir législatif responsable et efficace.

Finalement, nous sommes persuadés que l'octroi d'un statut spécial au FIPA pour participer aux Assemblées générales de l'OEA, aux Sommets interaméricains et à d'autres réunions intéressant les Parlements, pourrait aussi être une mesure permettant d'augmenter substantiellement la coopération entre les deux organisations, et je vais maintenant vous en donner le motif.

Jusqu'à présent les mécanismes permettant la participation du FIPA en tant qu'organisation parlementaire à des événements interaméricains de l'OEA ou des Sommets des Amériques n'existent pas. Dans ce sens, nous constatons avec inquiétude que les parlementaires officiellement délégués par leur parlement auprès du FIPA ont plus de difficulté à participer aux dites rencontres que les représentants d'organismes de la société civile.

L'attribution d'un statut spécial au FIPA dans la catégorie existante d'organisme international" devant l'OEA et la création dans le processus des Sommets d'une nouvelle catégorie nommée "organisation parlementaire associée aux Sommets" permettrait d'améliorer cette situation.

En adoptant la résolution "Promotion et consolidation de la Démocratie: Suivi de la charte démocratique interaméricaine", l'OEA a déjà fait le premier pas vers une plus grande collaboration avec les Congrès. Par le biais de cette résolution, l'OEA a recommandé au Secrétariat général de l'organisation "de soutenir les pouvoirs législatifs des Etats membres dans leurs efforts pour moderniser et consolider les institutions, ainsi que la coopération interparlementaire et le dialogue pour le traitement législatif des thèmes prioritaires du programme interaméricain". Un autre exemple en est le soutien dont ont fait preuve d'autres chefs de délégations – Ministres des Affaires étrangères de différents pays – envers notre résolution, à Panama.

Aujourd'hui, j'ai mentionné ici quatre instruments visant à améliorer la coopération entre le FIPA et l'OEA. Au sein du FIPA, nous souhaiterions aller plus loin encore en suggérant que l'OEA reconnaisse formellement la contribution des Parlements en général et du FIPA en particulier au développement du programme de coopération interaméricaine.

Dans ce sens, l'UIP et l'ONU nous offrent un très bon exemple de coopération qui a commencé avec l'adoption de la résolution du 20 janvier 2003 par le biais de laquelle l'ONU a accordé à l'UIP le statut d'observateur devant l'Assemblée générale.



Nous espérons sincèrement que cette proposition sera le début d'un travail fructueux qui donnera lieu à un apport d'idées et de projets, contribuera à enrichir le débat et engendra des échanges bénéfiques pour les citoyens des Amériques. Je vous remercie.